

Rapports économiques et sociaux, décembre 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 22 décembre 2022

Le numéro de décembre 2022 de [Rapports économiques et sociaux](#), qui contient quatre articles, est maintenant accessible.

Nouvelles données sur les entreprises appartenant à des Autochtones

En 2018, on a estimé à 37 000 le nombre d'entreprises appartenant à des Autochtones parmi les 2 537 000 sociétés privées sous contrôle canadien et entreprises non constituées en société au Canada, pour lesquelles on peut définir le sexe, l'identité autochtone et l'âge du propriétaire, ainsi que la province et la taille de l'effectif. L'article intitulé « [Caractéristiques des entreprises appartenant à des Autochtones](#) » présente un résumé des résultats d'une nouvelle méthode appliquée à des données couplées qui sont les premières à permettre une analyse plus désagrégée des tendances en matière de propriété d'entreprises autochtones et une analyse potentielle des microdonnées incluant l'intersection avec d'autres caractéristiques des entreprises et des propriétaires.

La majorité des entreprises appartenant à des Autochtones (94,1 %) étaient contrôlées par des Premières Nations et des Métis, tandis que 1,6 % appartenaient à des Inuit. La proportion restante de 4,3 % appartenaient à des personnes des autres catégories d'identité autochtone. De 2005 à 2018, l'Alberta a été la province où le nombre d'entreprises appartenant à des Autochtones était le plus élevé (24,0 % en moyenne), suivie de l'Ontario (20,1 %) et de la Colombie-Britannique (17,4 %). De 2005 à 2018, la majorité des entreprises appartenant à des Autochtones étaient détenues par des hommes (73,4 % en moyenne), suivis des femmes (23,2 %), alors que les entreprises détenues à parts égales par des personnes des deux sexes représentaient 3,4 %.

Un pourcentage plus élevé de Canadiens que d'Américains ont perdu leur emploi pendant la pandémie de COVID-19, mais la reprise de l'emploi a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis

Une plus grande proportion de Canadiens que d'Américains ont perdu leur emploi pendant les confinements liés à la COVID-19. L'article intitulé « [Croissance de l'emploi au Canada et aux États-Unis pendant la reprise post-COVID-19](#) » a montré que, dans les deux pays, le secteur des services a connu des baisses plus importantes que celui des biens, et que les plus grosses pertes ont été observées dans les industries offrant des services à forte proximité comme les services d'hébergement, les autres services (comme la mécanique automobile et les soins personnels); les arts, spectacles et loisirs; et les services de restauration et débits de boissons.

Cependant, la reprise de l'emploi a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis et elle a continué d'être supérieure à la croissance de l'emploi observée aux États-Unis au cours des deux années qui ont suivi les mesures de confinement. Cet écart du rythme de reprise est principalement attribuable aux taux d'activité qui a atteint un sommet inégalé chez les travailleurs canadiens du principal groupe d'âge actif (âgés de 25 à 54 ans). Les taux d'activité chez les travailleurs âgés de 55 ans et plus dans les deux pays se sont redressés à la suite des mesures de confinement. Toutefois, aux États-Unis, le taux a recommencé à diminuer au cours du deuxième semestre de 2020, alors qu'au Canada, le taux a recommencé à baisser au cours du premier semestre de 2021. Dans les deux pays, les taux d'activité de ce groupe demeurent en deçà des niveaux observés avant la pandémie. Alors que les États-Unis ont connu une « grande démission », affichant des taux de départ atteignant des sommets records, il y a eu peu de signes de cette tendance au Canada. Au Canada, le taux de changement d'emploi est revenu à sa moyenne pré-pandémie au deuxième semestre de 2021, pour ensuite atteindre un sommet au début de 2022 et, plus récemment, suivre une tendance à la baisse.



La majorité des titulaires d'un doctorat n'ont pas d'emploi universitaire

La plupart des personnes qui poursuivent un doctorat le font parce qu'elles veulent travailler dans le milieu universitaire. Toutefois, selon l'étude intitulée « [Le profil de la profession et les tâches de travail des titulaires d'un doctorat au Canada : différences selon le sexe et le domaine d'études](#) », plus de 60 % des personnes qui ont obtenu un doctorat d'une université canadienne et qui étaient sur le marché du travail canadien en 2016 n'occupaient pas un emploi universitaire. Cette proportion variait selon le domaine d'études et, dans une moindre mesure, entre les hommes et les femmes. Environ 10 % des titulaires d'un doctorat occupaient un emploi ne nécessitant pas de formation universitaire.

L'étude a également révélé qu'en moyenne, plus de 70 % des titulaires d'un doctorat qui ne travaillaient pas dans le milieu universitaire occupaient un emploi professionnel lié à leur domaine d'études (une proportion plus élevée d'hommes que de femmes dans de nombreux domaines), ou de recherche en politiques ou de consultation (une proportion plus élevée de femmes que d'hommes dans de nombreux domaines).

Dans l'ensemble, en dehors du milieu universitaire, les titulaires d'un doctorat occupaient un emploi exigeant moins de tâches analytiques qu'un professeur d'université ou un chargé de cours ne l'exige, mais plus de tâches analytiques que les emplois occupés par les titulaires d'une maîtrise dans le même grand domaine d'études. Compte tenu de l'écart croissant entre le nombre d'inscriptions aux programmes de doctorat et le nombre de postes de professeurs, ces travaux peuvent permettre aux universités de mettre en place des ressources pour aider les étudiants à faire la transition vers des emplois non universitaires.

Les immigrants sont proportionnellement deux fois plus nombreux que les personnes nées au Canada à croire aux valeurs canadiennes partagées en matière de diversité

Comparativement aux personnes nées au Canada, une part proportionnellement plus importante d'immigrants considéraient que les Canadiens partagent dans une grande mesure les mêmes valeurs démocratiques, en ce qui concerne par exemple les droits de la personne, l'égalité des sexes, ainsi que la diversité ethnique et culturelle. L'étude intitulée « [Perceptions à l'égard des valeurs partagées dans la société canadienne parmi la population immigrante](#) » a permis d'évaluer les perceptions à l'égard de ces valeurs partagées. Pour en savoir plus, veuillez consulter le communiqué du *Quotidien* « [Étude : Perceptions à l'égard des valeurs partagées dans la société canadienne parmi la population immigrante](#) ».

Il est maintenant possible de consulter le numéro de décembre 2022 de *Rapports économiques et sociaux*, vol. 2, no 12 (**36280001**), qui comprend les articles « [Croissance de l'emploi au Canada et aux États-Unis pendant la reprise post-COVID-19](#) », « [Le profil de la profession et les tâches de travail des titulaires d'un doctorat au Canada : différences selon le sexe et le domaine d'études](#) » « [Perceptions à l'égard des valeurs partagées dans la société canadienne parmi la population immigrante](#) », et « [Caractéristiques des entreprises appartenant à des Autochtones](#) ».

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).